

# CONCOURS DE RECRUTEMENT DE PROFESSEURS DES ECOLES

## Epreuve d'admission 2ème épreuve orale : mise en situation professionnelle

### SUJET N°56

**Durée :** 45 minutes (exposé n'excédant pas 15 minutes suivi de 30 minutes d'entretien)

**Thème : Le cyber harcèlement**

#### Dossier :

Texte 1 : Extrait de l'article tiré du site de la MAIF\_« Réseaux sociaux, quels risques pour vos enfants ? » source site décembre 2013

Texte 2 : Extrait d'« Agir contre le harcèlement à l'école » Dossier de présentation du mardi 26 novembre 2013 (MEN et Non Au Harcèlement)

Texte 3 : Circulaire n° 2013-187 du 26 novembre 2013 « Prévention et traitement de la cyberviolence entre élèves »

Texte 4 : Extrait du guide de prévention de la cyberviolence entre élèves (Ministère de l'Education Nationale) 28 novembre 2013

#### Questions posées au candidat :

- Selon quelles modalités, un enseignant de cycle trois peut-il prévenir des situations de cyberviolence
- Dans quel cadre, une sensibilisation des familles à ces questions peut-elle avoir lieu ?
- Quelle doit-être l'attitude d'un enseignant qui a connaissance d'un harcèlement informatique envers un élève ?

## **Texte 1 : Extrait de l'article tiré du site de la MAIF décembre 2013** **Réseaux sociaux, quels risques pour vos enfants ?**

**Votre tout petit est "poké" dans tous les sens. Il a plus de 10 "friend requests" par jour et conclut chaque injonction par "ptdlol", " mdr " ou encore "2.O" (prononcez : deux points zéro). Oui, "Jolie voiture, papa !", est devenu "Trop 2.O ta voiture papa". Votre enfant est donc un geek, un nerd ou pire encore, un "no life". Son cas n'est pas isolé. À lui seul, le réseau social le plus populaire de la planète - Facebook - réunit de plus en plus de petits français âgés de 8 à 12 ans. Cet engouement ne se fait pas sans risques, bien sûr. Quels sont-ils ? Comment les déjouer ? Quel rôle doivent jouer les parents ? On vous dit tout de manière à ce que vous retrouviez le smiley... pardon : le sourire !**

Petit rappel pour les préhistonets : les réseaux sociaux sont des applications internet qui regroupent des fonctions type profils, messages, forums, etc. Ces sites offrent la possibilité de se créer un cercle d'amis "virtuels". Ils permettent également de trouver des partenaires commerciaux, un emploi ou autres. Parmi les plus connus : Facebook, Myspace, YouTube, Twitter... Ces plateformes exigent que les utilisateurs soient âgés au minimum de 13 ans pour être en mesure de s'inscrire. Mais de l'autre côté de l'écran, la réalité est tout autre.

### **Des cybermineurs de plus en plus jeunes**

Selon la ligne d'assistance Netecoute, dédiée aux jeunes, un quart des enfants âgés de 8 à 12 ans parviennent à déjouer les restrictions d'âge des réseaux sociaux en ligne. Les modes de protection et de sécurisation, dont l'efficacité se révèle limitée, posent problème. Dominique Delorme, responsable de Netecoute nous explique qu'une déclaration d'âge suffit à s'inscrire. " Les mineurs n'ont qu'à mentir sur leur identité. Ces informations erronées cristallisent un certain nombre de pièges inhérents à l'utilisation d'internet par les enfants et les adolescents. "

### **Le chantage à la webcam**

Contre toute attente, le danger le plus répandu à l'encontre des mineurs viendrait des mineurs eux-mêmes. " Oubliez la caricature du quinquabedonnant qui se fait passer pour un gamin dans le but d'approcher des petits jeunes ", nous apprend Dominique Delorme. Le profil type du prédateur du net est un geek d'une moyenne d'âge de 13-14 ans.

Ce dernier épiluche les profils sur les différents réseaux sociaux pour y trouver des incohérences : une jeune fille se faisant passer pour une lycéenne et qui parle du collège dans ses posts, par exemple. Par la suite, le jeune prédateur collecte des informations, dont il se sert pour rentrer en contact avec sa victime. Une fois la connexion établie, il met sa proie en confiance. Il devient de plus en plus intime avec elle, jusqu'à obtenir une image ou une information compromettante. À la suite de quoi, le nuisible menace sa prise de tout dévoiler, et peut donc se livrer aux chantages les plus odieux, type humiliations, strip-tease... " Ces cas sont les plus courants, commente Dominique Delorme, ils laissent des séquelles psychologiques lourdes de conséquences chez le martyr ".

### **Réseaux asociaux**

À ces situations odieuses, s'ajoutent d'autres risques. L'inscription sur un réseau social chez un enfant peut également créer ou intensifier une situation de cyberdépendance ou d'addiction à internet. Il arrive aussi que dans certaines situations, passer tout son temps libre derrière un écran à développer des relations virtuelles puisse porter préjudice aux rapports entretenus dans la vie réelle.

Dominique Delorme relate l'expérience d'un collégien qui s'amusait à insulter ses professeurs sur différents sites. Très vite, il se fait prendre, et nie être l'auteur des faits. Les preuves sont évidentes, mais ce dernier continue à soutenir son innocence... jusqu'à ce qu'il confesse au psychologue scolaire que seul son avatar est coupable !

Aussi, un excès de temps passé derrière un écran risque de perturber les rythmes vitaux des plus jeunes, influant sur leur sommeil et le temps consacré au repos et aux loisirs. ....

## **Texte 2 : Extrait de Agir contre le harcèlement à l'école : dossier de présentation mardi 26 novembre 2013**

### **LA LUTTE CONTRE LE HARCÈLEMENT EST L'AFFAIRE DE TOUS**

#### **Un enjeu éducatif majeur**

La prévention du harcèlement et la lutte contre le harcèlement dans les écoles et les établissements du second degré constituent un enjeu éducatif majeur : le fait d'être **victime ou auteur de harcèlement entre élèves** peut être à l'origine de **difficultés scolaires**, d'absentéisme, voire de **décrochage**, et peut aussi engendrer, chez les élèves, de la **violence** ou des **troubles de l'équilibre psychologique et émotionnel**.

C'est notamment le cas du harcèlement qui passe par les outils de communication numérique, le cyberharcèlement, dont le développement est aujourd'hui un sujet de préoccupation pour tous les acteurs de l'éducation.

1/5

D'après les enquêtes effectuées, on peut estimer que 10 % des écoliers et des collégiens rencontrent des problèmes de harcèlement et que 6 % d'entre eux subissent un harcèlement que l'on peut qualifier de sévère à très sévère.

La loi pour la refondation de l'École de la République du 8 juillet 2013 prévoit que la lutte contre toutes les formes de harcèlement constitue une priorité pour chaque établissement d'enseignement scolaire.

Savoir reconnaître une situation de harcèlement entre élèves

Il est nécessaire d'identifier le harcèlement en tant que tel pour apporter les réponses les plus adaptées. Or, toute violence ne constitue pas un fait de harcèlement. L'élément constitutif du harcèlement est la répétition des comportements agressifs ou violents.

Cette violence est susceptible d'être exercée sous diverses formes : verbale, physique, morale, voire sexuelle.

L'usage des nouvelles technologies peut parfois favoriser, accroître ou induire des situations de harcèlement. On parle alors de cyberharcèlement. Les médias numériques, et en particulier les médias sociaux, présentent des risques qu'il ne faut pas sous-estimer et auxquels le système éducatif doit apporter des éclairages et des réponses. L'École doit contribuer au bon usage des médias sociaux et être systématiquement présente en cas de cyberharcèlement dont seraient victimes des élèves ou des personnels.

Pour lutter efficacement contre le harcèlement, il convient d'abord de l'identifier. Dans les écoles et les établissements scolaires, chacun doit connaître la réalité du phénomène.

.....

## **Texte 4 : Extrait du guide de prévention de la cyberviolence entre élèves (Ministère de l'Education Nationale)**

### **Protocole de traitement des situations de harcèlement dans les écoles et les établissements publics locaux d'enseignement**

Ce protocole type a pour objectif d'aider les chefs d'établissements et directeurs d'école ainsi que les équipes éducatives dans la prise en compte des cas de harcèlement entre élèves.

Il propose un processus décrivant les étapes du traitement des situations et indique ce qu'il convient de faire.

Ce protocole doit pouvoir être adapté à la spécificité de chaque situation, au contexte des écoles et des établissements, aux ressources partenariales et de l'environnement.

#### **Responsabilités du traitement**

Dans tous les cas les chefs d'établissement et/ou les directeurs d'école sont informés et responsables du traitement des situations de harcèlement.

Un référent peut être désigné au sein de l'équipe éducative pour organiser le traitement et contribuer à la construction de la réponse, sous la responsabilité du chef d'établissement ou du directeur d'école.

Le référent est entouré d'une équipe ressources<sup>1</sup>.

#### **Modalités de traitement**

Les situations de harcèlement peuvent être portées à la connaissance de l'école ou de l'établissement de trois façons qui impliqueront les modalités de traitement différentes :

1) L'élève harcelé se confie :

- a) à un autre élève : l'adulte informé dialogue avec l'élève confident et l'accompagne vers le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent pour rencontrer ensemble l'élève victime
- b) à un membre de l'équipe éducative : l'adulte dialogue avec l'élève victime et l'accompagne vers le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent
- c) à ses parents : les parents sont écoutés et orientés vers le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent

2) Un élève (confident ou témoin) ou un adulte (personnel ou parent) a connaissance d'une situation de harcèlement dans l'école ou l'établissement : il est orienté ou accompagné vers le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent

3) Le référent académique a contacté l'établissement suite à la réception d'une information par l'intermédiaire du numéro vert « stop au harcèlement » :

- a) si la situation est déjà connue ou en cours de traitement, le chef d'établissement et/ou le directeur s'assurent de la bonne prise en compte du problème et en informent le référent académique.
- b) si la situation n'est pas connue, le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent prend en charge la situation pour mettre en œuvre la réponse appropriée

#### **Accueil de l'élève victime**

Le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent accueille l'élève victime, le met en confiance, rappelle le rôle protecteur de l'École.

Il recueille son témoignage :

- nature des faits, auteurs, lieux, début des faits et fréquence,
- témoins ?
- quelle interprétation l'élève fait-il de ces actes ?
- a-t-il pu réagir pour se protéger : en parler (à l'école, à la maison, dans son entourage)
- s'opposer verbalement /physiquement, fuir. Sinon pourquoi ?
- quelles sont les effets, conséquences ?

A voir à ce stade : possibilités pour l'élève de mettre par écrit ses propos ou d'être aidé par un adulte qui les transcrit. Conformément à la réglementation, ces écrits sont détruits au bout de trois mois.

#### **Accueil des témoins**

Le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent reçoit les témoins séparément.

---

<sup>1</sup> A titre indicatif, cette équipe ressources peut être composée, selon le cas, pour le premier degré du psychologue scolaire, d'un enseignant, de l'infirmière, du médecin, d'un représentant des parents d'élèves et pour le second degré, du CPE, de l'assistant chargé de prévention et de sécurité (APS), d'un enseignant, de l'assistant de service social, de l'infirmière, du médecin, du conseiller d'orientation psychologue, d'un représentant des parents d'élèves et de tout personnel dont les qualités déontologiques, relationnelles et de médiation sont reconnues.

Il évoque la situation dont l'élève harcelé serait victime et recueille leur témoignage : description des faits, leurs réactions ou non réaction, les raisons, leur part de responsabilité éventuelle, leurs propositions de résolution du problème.

Il convient de mettre l'accent sur la dimension éducative de ces entretiens.

### **Accueil de l'élève auteur**

Le chef d'établissement, le directeur d'école ou le référent informe l'élève auteur qu'un élève s'est plaint de harcèlement. Il ne donne ni l'identité de l'élève victime ni de précisions sur les faits présumés mais demande à l'auteur sa version des faits.

Selon le degré de reconnaissance des faits, il est indispensable de rappeler les règles du vivre ensemble et les conséquences du harcèlement. En fonction de la nature et de la gravité du harcèlement, le chef d'établissement ou le directeur d'école informe l'élève des suites possibles, en termes de sanction ou de punition, et lui demande de proposer une mesure de réparation.

En cas de déni, il conviendra de rechercher des informations supplémentaires afin de clarifier la situation.

Si plusieurs élèves sont auteurs, ces derniers sont reçus séparément selon le même protocole.

**Si nécessaire, réunion de l'équipe ressources** qui analyse la situation et élabore des réponses possibles : mise à disposition pour intervention, écoute, soutien, proposition de mesures, orientation éventuelle.

### **Rencontre avec les parents**

Les parents de l'élève victime sont reçus par le chef d'établissement ou le directeur d'école et le référent. Ils sont entendus, soutenus et assurés de la protection de leur enfant. Ils sont associés au traitement de la situation, informés de leurs droits. Le rôle protecteur de l'École est rappelé ainsi que la mobilisation de tous les acteurs pour assurer ce rôle.

Les parents des élèves témoins peuvent être reçus par le chef d'établissement ou le directeur d'école. Témoins actifs ou passifs du harcèlement, ces élèves jouent en effet un rôle essentiel. L'accueil et le dialogue avec les parents des élèves témoins, est donc important pour résoudre les problèmes, que les élèves témoins aient eu un rôle actif, mais également si ces derniers, par leur inaction, ont laissé faire.

Les parents de l'élève ou des élèves auteur(s) sont reçus et informés de la situation. Il leur est rappelé les conséquences des actes commis, le type de mesures possibles concernant leur enfant. Leur avis peut être demandé concernant les mesures de réparations proposées. Leur concours peut en effet être utile pour la résolution de la situation.

**Si nécessaire contact de l'équipe mobile de sécurité.** L'équipe mobile de sécurité peut être appelée à intervenir dans sa fonction de conseil et d'accompagnement des équipes éducatives.

### **Décisions de protection et mesures**

Le chef d'établissement ou le directeur rencontre les élèves concernés avec leurs parents dans la configuration qui semble la plus opportune pour expliciter les mesures prises.

Il rappelle que les élèves doivent savoir que ces situations ne peuvent être tolérées, que tout est mis en oeuvre pour protéger les élèves et réagir fermement dans les meilleurs délais.

Le cas échéant :

- en cas de danger ou risque de danger : transmission d'informations préoccupantes au conseil général ou de signalements au procureur de la république
- orientation pour une prise en charge de soins et /ou de soutien psychologique
- conseils juridiques en lien avec les associations d'aide aux victimes (INAVEM) et autres services juridiques.

### **Suivi post événement**

- Mise en oeuvre et suivi des mesures prises
- Proposition de lieu d'écoute au sein de l'établissement ou à l'extérieur
- Rencontre organisée avec l'élève victime et ses parents
- Actions de sensibilisation des élèves.
- Point d'information (non nominatif) au conseil d'école ou au conseil d'administration.

### **Ressources**

De nombreuses ressources sont consultables sur le site du ministère :

<http://www.agircontreleharcelementalecole.gouv.fr/quest-ce-que-le-harcelement/centre-de-ressources>

Citons notamment :

- Guide pratique : « Le harcèlement entre élèves : le reconnaître, le prévenir, le traiter »
- Rapport « Refuser l'oppression quotidienne : la prévention du harcèlement à l'école », Eric Debarbieux
- Point d'étape sur les travaux de la délégation ministérielle chargée de la prévention et de la lutte contre les violences en milieu scolaire – Février 2013